

Contribution pour le CPN des 14-15 mars 2015

Préambule : le congrès n'a débouché sur aucune orientation majoritaire. Depuis le congrès, la crise de direction s'est donc accentuée, le CE n'ayant aucun mandat sur des questions politiques épineuses. Il faut donc que le CPN – c'est-à-dire la direction politique de l'organisation entre deux congrès – donne un mandat au CE. Or un projet de texte émanant de camarades de la P1 et de la P2 évacue toutes les questions politiques qui « fâchent », ce qui pose un problème démocratique et ne pourra qu'accroître la crise du parti. Il faut sortir de la logique de blocs et traiter des questions politiques de la période. Les points de vue doivent s'exprimer clairement et le CPN doit trancher les différentes questions posées par l'actualité : c'est la seule méthode pour avancer ensemble de façon transparente.

Sur la campagne contre l'union nationale et l'islamophobie

Deux mois après les tueries de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher, l'union nationale ou union sacrée n'est plus vraiment d'actualité. Mais le renforcement de l'islamophobie de l'État, des dispositifs répressifs et liberticides, se fait plus que jamais sentir, et il est donc nécessaire d'y réagir avec force. Le meeting contre l'islamophobie du 6 mars a été un grand succès et nous avons eu raison d'y participer. Il ne fallait pas s'y retirer sous prétexte que l'UOIF y participait, mais il faut aussi en tirer une leçon politique. La participation de l'UOIF a été rendue possible par la transformation de la base d'appel au meeting en un texte court et vide. La voix du NPA doit se faire entendre contre le positionnement des organisations institutionnelles qui ont participé à l'union nationale, qui célèbrent « Charlie » et les valeurs républicaines, tout en maintenant fermement notre indépendance politique et notre distance à l'égard des organisations religieuses réactionnaires. Sur la base du succès de ce meeting et d'autres initiatives locales, il faut maintenant œuvrer à construire un grand mouvement contre l'islamophobie et l'union nationale. Dans la continuité du mandat voté au congrès, cela peut être majoritaire au CPN.

S'appuyer sur l'impasse de l'antilibéralisme en Grèce pour défendre un projet anticapitaliste et révolutionnaire

Le gouvernement grec est dans une impasse qui exprime non la trahison surprise de Tsipras, mais l'inconséquence du projet politique antilibéral. Sans rupture avec la bourgeoisie grecque et l'Union européenne, il ne pouvait que capituler devant la Troïka et renoncer à ses engagements anti-austérité. Il l'a fait en moins d'un mois. Nous devons expliquer que le Front de gauche serait en prise aux mêmes contradictions, et que rompre avec l'austérité exige de rompre avec le capitalisme et l'UE. Le seul gouvernement anti-austérité possible, c'est un gouvernement des travailleurs/ses, un gouvernement anticapitaliste, qui nationaliserait sous contrôle des travailleurs/ses les banques et les entreprises stratégiques, qui annulerait toute la dette publique, qui établirait un monopole du commerce extérieur pour ne plus être soumis à la dictature des marchés mondiaux, et qui romprait avec l'UE et sa monnaie.

Quelle politique unitaire pour le parti ?

La politique unitaire du parti est subordonnée à la défense de notre projet politique. Nous devons rechercher l'unité sur des mots d'ordre précis que nous partageons avec les réformistes pour impulser la mobilisation la plus large. Mais nous devons arrêter de signer des appels qui expriment des positions contradictoires avec les nôtres. Par exemple, nous ne pouvons pas signer un appel qui met en avant la « restructuration » de la dette publique grecque alors que nous sommes pour son annulation ; « une autre BCE » alors que nous sommes pour la dissolution de l'UE et pour que le gouvernement grec réquisitionne sa banque centrale ; etc. La cohérence politique n'est pas un supplément d'âme, c'est une nécessité pour se construire dans la durée.

L'indépendance idéologique, programmatique, politique par rapport aux forces réformistes est décisive si on veut convaincre les travailleurs/ses de la différence et de la crédibilité de notre projet politique, en rupture avec tous les projets de gestion du système capitaliste (antilibéraux inclus). Alors que de plus en plus de travailleurs/ses désespèrent de la politique et ne croient plus en rien, au bénéfice du FN, il nous faut nous démarquer de tous ces gestionnaires du système et défendre en positif nos propositions.

Le front unique est indispensable pour mobiliser les masses, mais il n'a rien à voir avec le chantage à l'unité : comme l'expliquaient chacune à sa façon les plateformes 2, 3, 4 et 5, il s'agit bien d'agir

ensemble sur ce qui fait accord, dans le respect des différences existant par ailleurs, non de prétendre imposer ou de cautionner des positions qui ne sont pas communes.

Quelle politique défendons-nous dans la perspective du 9 avril ?

Pour la première fois depuis l'élection de Hollande, CGT, FO et Solidaires appellent ensemble à une journée de grève interprofessionnelle le 9 avril. C'est positif malgré le contenu de l'appel syndical qui n'exige pas le retrait du projet de loi Macron mais se contente de pointer du doigt certaines dispositions de ce projet ! Malgré ces limites, cette journée de grève est très importante. Nous appelons les travailleurs/ses à y participer et nous y défendrons les orientations suivantes :

- organiser des AG pour discuter des attaques du gouvernement, des revendications, des modalités d'action, mettre en place des comités de mobilisation ;
- défendre la perspective de la grève générale, du blocage de l'économie, pour stopper les attaques du gouvernement. La journée du 9 avril ne doit pas être une journée de grève isolée, mais la première manche du combat contre le gouvernement.

Élections départementales

Les élections départementales auront lieu les 22 et 29 mars, et elles seront probablement marquées par une forte abstention et une progression considérable du FN avec un score autour de 30% sur fond de rejet du gouvernement, de désillusion, de désespérance sociale et de climat sécuritaire et islamophobe.

Nous regrettons que des comités, en contradiction avec la motion largement majoritaire du congrès, aient décidé de nouer des alliances avec des composantes du Front de gauche, et même malheureusement avec le PS à la Seyne sur mer. Cela ne participe pas à clarté de notre positionnement politique.

Outre ses candidat-e-s, le NPA appelle à voter pour les rares candidat-e-s anticapitalistes qui se présentent lors de ses élections, notamment les candidat-e-s de LO dans les 16 cantons où LO sera présente. Concernant le second tour, nous refusons d'appeler à voter pour les candidat-e-s du PS et de la majorité présidentielle, de la droite et de l'extrême droite.